



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

T +41 22 919 41 50
F +41 22 919 41 60
E postbox@ipu.org
www.ipu.org

Chemin du Pommier 5
Case postale 330
1218 Le Grand-Saconnex
Genève – Suisse

Allocution de M. Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP

Conférence parlementaire sur l'OMC

Yaoundé, 25 mars 2026

Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Monsieur le Président de la 14e Conférence ministérielle de l'Organisation internationale du commerce (OMC),
Monsieur Lange, Cher Bernd, Président de la Commission du commerce international, co-Président de la Conférence parlementaire sur l'OMC,
Monsieur Nadir Mansoor, Président du Parlement de Guyana, co-Président de la Conférence parlementaire sur l'OMC,
Monsieur le Président du Conseil général de l'OMC, cher Saqer,
Madame la Directrice Générale de l'OMC
Chers parlementaires,
Distingués experts et consultants,
Mesdames, messieurs, chers invités.

C'est un immense plaisir pour moi de m'adresser à cette session de la Conférence parlementaire sur l'Organisation mondiale du commerce, ici à Yaoundé. Mon plaisir est double de vous accueillir en terre africaine et ici au Cameroun, *ce pays que j'aime tant !*

Je tiens tout d'abord à exprimer ma sincère gratitude aux autorités camerounaises, notamment parlementaires, pour leur chaleureuse hospitalité et pour l'excellente organisation qui a rendu cette rencontre possible. Je voudrais également remercier nos partenaires, notamment le Parlement européen et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui ont travaillé sans relâche pour assurer le succès de cette conférence et renforcer la dimension parlementaire du système commercial multilatéral. Je me prévaux de cette opportunité pour rendre un hommage appuyé à ma chère sœur, Dr. Okonjo-Iweala, Directrice générale de l'OMC, pour son courage, sa quête constante de rendre le commerce mondial effectivement bénéfique à tous, et surtout pour sa perspicacité de valoriser la perspective parlementaire en vue d'atteindre ce noble objectif.

Cette conférence se tient à un moment critique pour le commerce mondial. L'environnement économique international a profondément changé ces dernières années. Les tensions géopolitiques, les transformations technologiques, les défis climatiques et l'incertitude économique exercent une pression croissante sur le système commercial multilatéral. Dans ce contexte, l'Organisation mondiale du commerce reste un pilier essentiel de la coopération économique mondiale.

Le commerce international fondé sur des règles reste un puissant moteur de croissance, de création d'emplois et de réduction de la pauvreté. Il offre prévisibilité et stabilité aux économies de toutes tailles et permet aux pays de s'intégrer aux marchés mondiaux. Il est toutefois évident que ce système doit évoluer pour répondre efficacement aux réalités du XXIe siècle.

Dans le même temps, nous ne pouvons ignorer les graves développements géopolitiques qui touchent actuellement certaines régions du monde, notamment le conflit en cours au Moyen-Orient. Au-delà de ses conséquences humanitaires dévastatrices, une telle instabilité comporte des risques importants pour l'économie mondiale et le commerce international. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement, des voies de transport et des marchés de l'énergie peuvent rapidement se répercuter sur tous les continents.

Ces chocs sont souvent ressentis le plus durement par les économies les plus vulnérables. Les pays les moins avancés, en particulier, ont une capacité limitée à absorber les fluctuations soudaines des coûts des denrées alimentaires, des carburants et des transports, ou les interruptions des flux commerciaux. Il est donc essentiel que la communauté internationale renforce ses efforts pour anticiper et atténuer les impacts des crises géopolitiques sur le commerce, en veillant à ce que les économies vulnérables reçoivent le soutien dont elles ont besoin pour maintenir leur stabilité et leur résilience.

Dans ce contexte, le système commercial multilatéral joue un rôle essentiel. Il offre le cadre de dialogue, de prévisibilité et de coopération indispensable en période d'incertitude. Le renforcement de ce cadre doit donc rester une priorité.

La quatorzième conférence ministérielle représente une occasion cruciale. Il ne s'agit pas seulement d'un moment de négociation, mais aussi et surtout d'un moment stratégique de réflexion et de leadership. Elle offre la possibilité de restaurer la confiance dans le système commercial multilatéral et de réaffirmer le rôle central de l'OMC dans la mise en place d'une économie mondiale équitable et inclusive.

À cet égard, la réforme de l'OMC doit constituer une priorité centrale. Une organisation moderne et efficace doit être capable de relever les nouveaux défis tout en préservant les principes fondamentaux qui sous-tendent le système commercial : transparence, non-discrimination, équité et coopération demeurent les maîtres-mots. Le renforcement des fonctions essentielles de l'OMC, notamment la négociation, le suivi et le règlement des différends, sera essentiel pour garantir sa pertinence à long terme.

Un mécanisme de règlement des différends pleinement opérationnel revêt une importance particulière. La crédibilité du système commercial fondé sur des règles dépend de l'existence d'un processus fiable et contraignant pour résoudre les différends entre les membres. Restaurer la confiance dans ce mécanisme constituera donc un élément clé des efforts de réforme plus larges.

En outre, le système commercial multilatéral doit rester inclusif. Le développement doit rester au cœur de nos discussions. Je voudrais dans cette perspective saluer la pertinence de la thématique relative à cette importante question et portant sur *l'Équité et le développement pour tous grâce au commerce mondial*. Le débat y relatif devrait vous permettre de revisiter les stratégies de développement mises en œuvre jusqu'ici aux fins d'en envisager de nouvelles plus agiles pour des réponses ciblées aux défis en cours tout en anticipant ceux à venir.

De nombreux pays en développement et pays les moins avancés continuent de se heurter à des difficultés structurelles pour s'intégrer dans le commerce mondial. Il est essentiel de veiller à ce que les règles commerciales soutiennent leurs objectifs de développement si l'on veut que le système soit inclusif et profite à tous.

Des outils tels que l'Aide pour le commerce et l'assistance technique ciblée jouent un rôle crucial pour permettre aux pays de diversifier leurs économies, de renforcer leurs capacités de production et de participer plus efficacement aux chaînes de valeur mondiales. Il est tout aussi important de veiller à ce que les dispositions relatives au traitement spécial et différencié soient pratiques, efficaces et adaptées aux besoins réels des économies en développement. Puisque nous sommes en Afrique, je voudrais plaider en faveur des pays africains pour une assistance plus accrue en vue d'accompagner les efforts multiples y compris parlementaires pour l'atteinte de l'objectif que je viens de mentionner.

Les initiatives régionales, notamment celles de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), jouent également un rôle significatif dans le soutien au développement et à l'intégration économique. Dans ce contexte, les initiatives visant à renforcer la coopération commerciale régionale, la connectivité des infrastructures et la transformation industrielle peuvent compléter le système multilatéral et contribuer à élargir les opportunités économiques.

Parallèlement, le commerce mondial est en pleine mutation sous l'effet de l'évolution technologique rapide. Le commerce numérique connaît une expansion rapide et crée de nouvelles opportunités pour les entreprises et les consommateurs du monde entier. L'élaboration de règles mondiales favorisant un commerce numérique ouvert, transparent et non discriminatoire sera essentielle pour garantir que ces opportunités soient largement partagées.

Les technologies émergentes, telles que l'intelligence artificielle (IA), transforment également l'économie mondiale. Lorsqu'elle est utilisée de manière responsable et transparente, l'IA peut contribuer à faciliter les échanges commerciaux, à accroître la productivité et à promouvoir l'innovation. Dans le même temps, elle nourrit d'importantes interrogations d'ordre réglementaire et éthique qui nécessitent un dialogue et une coopération au niveau international. Je me félicite d'ores et déjà des idées nouvelles qui émergeront de votre discussion sur la thématique *Intelligence artificielle et le commerce* au cours de cette conférence.

L'agriculture et la sécurité alimentaire constituent un autre domaine qui continue de requérir une attention particulière. Les politiques commerciales jouent un rôle clé pour garantir la stabilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire et améliorer la sécurité alimentaire mondiale. Un dialogue continu et un engagement constructif seront essentiels pour faire avancer ces questions lors des futures négociations.

L'entrée en vigueur de l'accord sur les subventions à la pêche constitue un exemple encourageant de ce que le système multilatéral peut accomplir lorsque les membres travaillent ensemble. Elle démontre que l'action collective peut permettre de relever des défis mondiaux tels que la gestion durable des ressources marines.

Mesdames et Messieurs,

Les parlementaires ont un rôle essentiel à jouer dans ce processus. Les accords commerciaux et les règles internationales ont, en fin de compte, des répercussions sur les citoyens, les communautés et les entreprises. Les parlements constituent donc un pont essentiel entre les négociations internationales et la mise en œuvre au niveau national.

Grâce à leur rôle de contrôle, à leur action législative et au dialogue avec les gouvernements et les parties prenantes, les parlementaires peuvent contribuer à garantir que les politiques commerciales restent transparentes, responsables et en phase avec les besoins des citoyens qu'ils représentent.

La Conférence parlementaire sur l'OMC offre une tribune importante pour renforcer cet engagement. En réunissant des législateurs du monde entier, elle nous permet d'échanger nos points de vue, d'approfondir notre compréhension des questions commerciales complexes et de contribuer au débat plus large sur l'avenir du système commercial multilatéral.

Le document final qui sera adopté aujourd'hui reflète cet engagement commun. Il envoie un message clair de soutien à une OMC réformée, crédible et inclusive, capable de relever les défis actuels tout en continuant à promouvoir la coopération et le développement.

En fin de compte, la force du système commercial multilatéral dépend de notre engagement collectif en faveur du dialogue, de la coopération et du respect mutuel. À une époque où les défis mondiaux sont de plus en plus interdépendants, travailler ensemble reste la voie la plus efficace, la plus sûre jusque-là éprouvée, pour aller de l'avant.

Profitons donc de cette conférence pour réaffirmer notre soutien à une OMC forte, résiliente et efficace, pour promouvoir un commerce équitable et inclusif, et pour veiller à ce que les avantages du commerce mondial contribuent au développement durable et à la prospérité pour tous et conformément à l'objectif qu'elle s'est fixée.

Je vous souhaite des discussions fructueuses et plein succès à cette édition de Yaoundé dont je me réjouis de prendre connaissance des délibérations.

Je vous remercie pour votre aimable attention.